



La violence n'est pas là où le gouvernement la dénonce !

Ces derniers jours, par l'intermédiaire de plusieurs ministres, le gouvernement a multiplié les déclarations contre les salarié-e-s et les chômeurs/ses. En lançant un «*avertissement aux ouvriers en colère*», le ministre de l'intérieur estime qu'il «*n'y a pas de place pour la colère*».

Après les déclarations du ministre du redressement productif voici quelques mois sur des intérêts communs hypothétiques entre salarié-e-s et un patronat - réunis autour du patriotisme -, l'accord national pour l'emploi constituant une régression sociale, l'état s'en prend maintenant aux ouvriers/ouvrières en les menaçant directement. On aurait apprécié, sans illusion aucune, que le gouvernement hausse le ton avec la même virulence face au patronat, qui supprime des centaines de milliers d'emplois dans l'industrie, et vote en urgence des droits nouveaux pour les salarié-e-s. Au lieu de ça, il se lance dans une provocation sans nom, laissant clairement entendre que ce sont les salarié-e-s qui cassent l'outil de travail, alors que c'est bien le patronat.

L'union syndicale Solidaires Industrie tient à réaffirmer son soutien à toutes les équipes syndicales Sud-Solidaires, mais aussi aux autres syndicats qui luttent contre les suppressions d'emplois, pour une autre organisation du travail ou pour la redistribution des richesses. La colère des ouvriers n'est rien comparée à la violence patronale, économique et sociale vécue par des millions de salarié-e-s et de chômeurs/ses. L'Union syndicale Solidaires Industrie n'acceptera aucun recours à la force publique contre le mouvement social, ni aucune répression ou criminalisation du mouvement syndical, et ceci quelque soit l'intensité du rapport de force imposé par les salarié-e-s.

Le «*dialogue social*» n'a aucun intérêt pour négocier des reculs : que le gouvernement le comprenne une bonne fois pour toutes et entende les revendications portées, notamment lors du prochain rassemblement du 12 février 2013 devant le siège de GoodYear à Rueil, où nous serons présent-e-s aux côtés notamment de Sud Chimie.

Paris, le 9 février 2013

Contacts :

- Laurent Lacoste, relations presse : 06.67.01.72.37
- Julien Gonthier, coordinateur national Solidaires Industrie : 06.70.37.23.96